



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture

EDITION

004

mars 2015



Photo (c) FAO / V. RAHARINAIVO

FAO contre la faim

à Madagascar - Comores - Maurice - Seychelles

FAO against hunger in Madagascar - Comoros - Mauritius - Seychelles

SOMMAIRE

- 3 Le Mot du Représentant
- 4 Année internationale des sols
- 5 Agriculture de conservation
- 6 Programme triennal de réponse à l'invasion acridienne à Madagascar
- 8 Vie des Projets - Programmes des quatre pays
- 10 Les nouvelles de SmartFish
- 12 Partenariats
- 13 Événements
- 14 Vie de la Représentation
- 16 Divers et partages

Directeur de publication :

Patrice TALLA TAKOUKAM
Représentant de la FAO à
Madagascar - Comores - Maurice - Seychelles

Participation à la rédaction :

Représentation de la FAO à
Madagascar - Comores - Maurice - Seychelles

Yannick RASOARIMANANA
Assistant Représentant -
Chargée de Programme

Volantiana Muriel RAHARINAIVO
Communications Officer

Andry Niriniaina RAKOTO HARIVONY
Assistant technique /
Secrétaire Exécutif TFNAC

Programme SMARTFISH à Madagascar -
Comores - Maurice - Seychelles
Florence WALLEMACQ
Outreach Officer

Programme de réponse à l'invasion
acridienne (2013-2016) à Madagascar
Domoina RATOVOZANANY
Chargée de communication

Design et mise en page :

Volantiana Muriel RAHARINAIVO
Communications Officer -
Représentation de la FAO à
Madagascar - Comores - Maurice - Seychelles

ADRESSE

Bureau de la Représentation

Bureau de la FAO à Madagascar

Bâtiment Ex-SONACO
159, Route circulaire Ankorahotra
Antananarivo 101 - Madagascar
Tel.: +261 (0) 20 22 288 31
Mobile : +261 (0) 33 02 015 17
+261 (0) 32 05 564 50
Mél.: FAO-MG@fao.org
Page web : www.fao.org/
Heures d'ouverture :
Lundi au Jeudi : 7h30 à 17h00
Vendredi : 7h30 à 13h00

Nos correspondants nationaux - aux Comores



Mariame BEN ANTHOY

- à Maurice



Jean Pierre - Kit Lin YEE TONG WAH

- aux Seychelles



Antoine MOUSTACHE

Suivez-nous sur Twitter :



@FAO_Madagascar

LE MOT DU REPRESENTANT

Chers lecteurs,

Nous ne saurions commencer cette quatrième édition de notre Bulletin sans vous adresser nos meilleurs vœux pour la nouvelle année 2015, et nous formulons le vœu de voir s'accomplir des progrès dans l'amélioration de la sécurité alimentaire de nos populations.

Pour l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'année 2015 est une autre année importante, dans la mesure où elle a été désignée, le 05 décembre 2014, comme agence d'exécution pour la célébration de l'Année Internationale des Sols (AIS), dans le cadre du Partenariat mondial sur les sols et en collaboration avec les gouvernements et le secrétariat de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification. Ceci devrait se faire dans un esprit de continuité, avec la célébration en 2014, de l'Année Internationale de l'Agriculture Familiale.

Le Directeur général de la FAO, M. José Graziano da Silva a souligné les liens importants qui existent entre les sols et l'agriculture familiale. *« Nous devons soutenir les agriculteurs familiaux en vue de soutenir les sols, nous devons gérer les sols de manière durable. Il existe de nombreuses façons d'y parvenir, comme la diversification des cultures, une pratique commune à la plupart des agriculteurs familiaux à travers le monde, qui donne le temps aux éléments nutritifs essentiels de se régénérer. Ce n'est qu'un exemple de la contribution des agriculteurs familiaux à la production alimentaire, la préservation de nos ressources naturelles, et la sauvegarde de la biodiversité »,* a-t-il déclaré. De nombreuses activités seront conduites cette année sur ce sujet.

De plus, sur l'aspect des Droits Humains, l'année se focalisera sur la promotion des femmes rurales et du genre.

Photo (c) FAO / V. RAHARINAIVO



Pour le Bureau de la Représentation de la FAO à Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles, l'année commence avec une belle perspective qui se présente dans la mise en œuvre des activités prévues dans les Cadres de Programmation Pays (CPP). Des projets d'envergure se mettent en place et les partenariats, surtout entre agences du Système des Nations Unies (SNU) à Madagascar, se raffermissent. Un des principaux enjeux sera d'améliorer les partenariats avec tous les secteurs: le public, le privé et les organisations de la société civile œuvrant pour le développement rural. Notre souhait et combat pour cette année seront de faire en sorte que l'attention de nos partenaires se porte sur la préservation de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des plus vulnérables, toujours dans l'optique d'« un monde libéré de la faim ». Au sein du Bureau, l'esprit d'équipe se construit autour des objectifs des CPP des quatre pays, et une harmonisation du travail se profile bien à l'horizon.

Nous ne manquerons pas de partager avec vous nos résultats au cours de cette année à travers les éditions de ce bulletin qui se succéderont, et pour lesquelles nous vous souhaitons « très bonne lecture ».

Patrice TALLA



2015

Année internationale
des sols

<http://www.fao.org/soils-2015/about/fr/>

La FAO a été désignée pour mettre en œuvre l'Année Internationale des Sols (AIS) 2015, dans le cadre du Partenariat mondial sur les sols et en collaboration avec les gouvernements et le secrétariat de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification.

L'AIS vise à accroître la sensibilisation et la compréhension de l'importance des sols pour assurer la sécurité alimentaire et permettre à l'écosystème de remplir ses fonctions essentielles.

Ses objectifs spécifiques sont les suivants:

- Sensibiliser pleinement la société civile et les décideurs à l'importance cruciale des sols pour la vie humaine.
- Instruire le public sur le rôle crucial que jouent les sols dans la sécurité alimentaire, l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets, les services écosystémiques essentiels, la réduction de la pauvreté et le développement durable.
- Soutenir des politiques et des actions efficaces axées sur la gestion et la protection durables des ressources en sols.
- Promouvoir l'investissement dans des activités de gestion durable des sols afin que les différents utilisateurs de terres et groupes de population puissent disposer de sols en bon état et entretenus.
- Catalyser des initiatives en rapport avec le processus des objectifs de développement durable et le programme de développement pour l'après-2015.
- Plaider en faveur d'un renforcement rapide des capacités de collecte d'information sur les sols et de surveillance à tous les niveaux (mondial, régional et national).

A Madagascar, la Représentation de la FAO poursuit ses efforts pour la promotion de la protection des sols, à travers :

- la Task Force Nationale de l'Agriculture de Conservation (TFNAC);
- la sensibilisation du grand public sur l'importance de la préservation des sols à travers les partenaires médias;
- le renforcement ou la mise en place de partenariats pour la mobilisation du secteur public, du secteur privé, des Organisations de la Société Civile, des institutions de recherche.

TFNAC: une plateforme nationale qui réunit tous les acteurs de l'Agriculture de conservation et de l'Agriculture intelligente face aux changements climatiques

par A. RAKOTO HARIVONY



Photo (c) FAO / V. RAHARINAIVO

Six sites de référence et de démonstration sur les techniques de Climate Smart Agriculture et de l'Agriculture de Conservation (CSA/CA) ont été installés en 2014. Pour cette année 2015, ces sites de référence en milieu contrôlé et de démonstration au niveau producteurs bénéficieront en plus de nouveaux éléments:

- L'intégration de l'élevage, de l'agroforesterie, du système de micro-irrigation et de la technique de gestion de l'eau, de l'amélioration de la fertilisation organique par le compostage et le lombricompostage, du reboisement.
- L'introduction de la mécanisation agricole des techniques de CSA/CA pour alléger la pénibilité des travaux agricoles, accélérer la réalisation des travaux et effectuer des extensions en superficie, ceci dans le cadre du changement d'échelle de l'adoption des techniques améliorées.

Des visites échanges seront réalisées pour les producteurs dans les grandes zones agroécologiques similaires localisés notamment à Andapa dans la Région SAVA, dans la Région Alaotra Mangoro à Ambatondrazaka, à Itasy, dans le moyen ouest de la Région Vakinankaratra, dans la Région Haute Matsiatra à Fianarantsoa et dans le sud-est à Manakara.

Les 3 principes de l'Agriculture de Conservation (Définition de la FAO)

L'Agriculture de Conservation (AC) vise des systèmes agricoles durables et rentables et tend à améliorer les conditions de vie des exploitants à travers la mise en œuvre simultanée de trois principes à l'échelle de la parcelle :

- le travail minimal du sol
- les associations et les rotations culturales
- la couverture permanente du sol

Pour adhérer à la plateforme TFNAC, envoyez-nous une demande au FAO-MG@fao.org

La plateforme regroupe des organismes/institutions de divers types travaillant dans les domaines suivants: entomologie, phytopathologie, protection intégrée, systèmes de cultures, adventices, fertilité des sols, régulation et réglementation, semences (contrôles, variétés...), gestion durable des sols, irrigation et drainage, vulgarisation et socio-organisation rurale, environnement et écologie végétale, changement climatique, désertification, agroforesterie, formation en AC, intégration AC-élevage, élevage, SRI, économie agricole, communication, SIG.

Faute de financement, le Programme triennal risque d'être interrompu

par l'équipe du Programme de réponse à l'invasion acridienne
Le Programme triennal de réponse à l'invasion acridienne à Madagascar, lancé en septembre 2013, risque de ne pas pouvoir être mené jusqu'à son terme, en juin 2016. En effet, 6,1 millions d'USD sont nécessaires de toute urgence pour que la campagne antiacridienne 2014-2015 soit réalisée dans son intégralité. Actuellement, les fonds disponibles ne permettent de couvrir les activités de la deuxième campagne antiacridienne que jusqu'en avril 2015.



Photo (c) FAO / A. MONARD

Pour rappel, la Campagne 1 a été une réussite: l'invasion acridienne a été cassée. En traitant 1,2 million d'hectares, cette première campagne a permis de préserver la sécurité alimentaire d'une grande partie de la population rurale malgache.

La Campagne 2 est déjà bien avancée et les premiers résultats obtenus sont très satisfaisants : le statut (importance, densité, apparence, etc.) des populations acridiennes actuellement présentes indique un déclin de l'invasion, objectif principal de cette deuxième campagne. Au 20 mars 2015, un peu plus de 292 000 hectares avaient été traités.

La troisième campagne (septembre 2015-juin 2016) a pour objectif de permettre le retour à une situation de rémission* et, en parallèle, de poursuivre le renforcement des capacités nationales, déjà entrepris lors des deux premières campagnes, en mettant l'accent sur l'élaboration d'une stratégie de lutte préventive efficace et durable.

*Une rémission est une période marquée par l'absence d'infestations acridiennes importantes et largement distribuées

Il manque 10 millions d'USD pour terminer le Programme de réponse à l'invasion acridienne

Le déficit en financement pour terminer le Programme triennal est de 10 millions d'USD. Ce montant représente 24 pour cent du total requis (39,4 millions d'USD) pour les trois ans. Il est essentiel que ces ressources soient mobilisées pour que les 13 millions de Malgaches bénéficiaires du Programme ne soient plus tributaires des dégâts causés par l'invasion du Criquet migrateur malgache.

De plus, si le montant de 6,1 millions de d'USD n'est pas rapidement réuni, la Campagne 2014-2015 ne pourra pas être menée à son terme. Une nouvelle recrudescence acridienne se développera alors, évoluant, à plus ou moins court terme, en une nouvelle invasion. Au vu des superficies concernées, un nouveau programme de réponse coûterait indubitablement plus cher.

La population malgache est essentiellement rurale : neuf millions de personnes dépendent directement de l'agriculture pour leur subsistance. Or, la production agricole est actuellement directement menacée par les importantes populations du Criquet migrateur malgache. En protégeant efficacement les principaux greniers céréaliers de cette menace acridienne lors de la première campagne antiacridienne et en accompagnant actuellement le déclin de l'invasion acridienne, le Programme triennal apporte une aide essentielle aux populations rurales vulnérables de Madagascar dans la préservation de leurs moyens de subsistance.

L'invasion acridienne, un fléau évitable

Au-delà du coût financier d'un Programme de réponse d'urgence à une crise, une invasion de Criquets migrants malgaches fragilise la sécurité alimentaire des populations rurales des zones infestées. Quand les criquets ont envahi des champs de céréales et y ont provoqué des dégâts substantiels, plusieurs mois sont nécessaires aux producteurs pour retrouver le niveau de production initial. En attendant, les populations touchées épuisent leurs maigres réserves ainsi que celles issues de la solidarité de leurs proches et mettent en œuvre un éventail de stratégies de survie (vente des outils de production et des ustensiles de cuisine, de main d'œuvre journalière, consommation d'aliments de disette, migration vers les villes, etc.) pour tenter d'assurer leur alimentation quotidienne.

Si le Programme ne peut être réalisé dans son intégralité, l'ensemble de la population pourrait subir sévèrement les conséquences directes et indirectes de l'invasion acridienne : insécurité alimentaire, malnutrition, déscolarisation, exode rural, hausse des prix du riz. Il faut rappeler qu'une invasion acridienne est un fléau non seulement évitable (c'est tout l'objet d'une stratégie de lutte préventive), mais aussi dont les effets prévisibles peuvent être minimisés en amont, contrairement aux cyclones et autres catastrophes naturelles touchant Madagascar. Ainsi, mener jusqu'à son terme le Programme triennal de réponse à l'invasion acridienne permettra de soulager les ménages touchés par d'autres catastrophes.



Photo (c) FAO / A. MONARD

La gestion des crises acridiennes, une mission de la FAO

Partout dans le monde, et sans prendre en considération l'aspect financier, la gestion d'une crise acridienne majeure, et en particulier d'une invasion, requiert des compétences techniques et des capacités opérationnelles qui dépassent largement celles disponibles au niveau d'un pays. Au fil du temps, la FAO, en tant qu'agence technique des Nations Unies, a acquis une expérience incontestée dans ce domaine et a été mandatée par ses pays membres pour répondre aux urgences acridiennes et contribuer à la mise en place d'une gestion durable du fléau acridien (retour à une situation de rémission acridienne et élaboration de stratégies de lutte préventive accompagnées de plans de gestion des risques). De telles réponses se font en adéquation avec les capacités et les besoins nationaux.

Retrouvez toutes les informations sur la lutte antiacridienne à Madagascar sur notre site :
<http://www.fao.org/emergencies/crisis/madagascar-locust/fr/>



Madagascar, bénéficiaire du fonds de solidarité africain

«Les Africains pour les Africains»: le Fonds de solidarité, lancé en 2013 en tant qu'initiative unique en son genre sous l'égide de l'Afrique, a pour but de renforcer la sécurité alimentaire sur tout le continent africain.

Comme de nombreux pays africains, le secteur Agricole y compris cultures, élevage, pêche et des ressources forestières ont une grande importance et un potentiel élevé pour faire de Madagascar un pays économiquement prospère. Toutefois, les problèmes liés à la sécurité alimentaire, la santé des plantes et la santé animale freinent le développement du plein potentiel de ces secteurs.

Madagascar parmi les huit pays du sud de l'Afrique bénéficiaires du fonds

Un atelier s'est tenu au niveau de la Représentation de la FAO à Madagascar pour lancer le projet «Renforcer les contrôles des menaces liées à la sécurité alimentaire, aux ravageurs des plantes et aux maladies des animaux, affectant de la productivité Agricole et le commerce en Afrique australe» - le 27 février 2015.

Madagascar fait partie des huit Etats membres de la SADC sélectionnées pour bénéficier du projet financé par le Fonds de solidarité africain pour la sécurité alimentaire et l'Agriculture. Le projet vise à mettre en place et à renforcer les mécanismes de prévention et de contrôle efficaces afin d'améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition ainsi que de renforcer le commerce régional et international des aliments et des produits agro-alimentaires dans la région. Le projet permettra de réduire les incidences d'apparition de parasites et de maladies présentant un risque de contamination des aliments, animales et végétales qui aura des impacts sur la productivité des cultures vivrières, l'élevage, la pêche et les ressources forestières. Il permettra également d'améliorer le commerce intra régional.

REDD+ à Madagascar

Réduction des émissions de gaz à effet de serre résultant de la déforestation et de la dégradation des forêts, et le rôle de la conservation, de la gestion durable des forêts et d'accroissement des stocks de carbone à Madagascar

Les émissions de gaz à effet de serre dues à la déforestation et la dégradation des forêts causées par l'expansion agricole, la conversion en pâturages, le développement des infrastructures, l'exploitation forestière destructrice, incendies, etc., représentent près de 20 pour cent des émissions mondiales, soit plus que l'ensemble du secteur mondial du transport et de l'énergie. Pour réduire les impacts du changement climatique dans des proportions que la société sera raisonnablement en mesure de tolérer, la hausse des températures moyennes mondiales doit être limitée à 2° Celsius.

Madagascar : un « hotspot » de biodiversité

Un atelier de quatre jours visant à l'appui ciblé de préparation juridique et à l'identification des besoins liés à la REDD+ à Madagascar a été tenu à Antananarivo les 23 au 26 février 2015.

La REDD+ a émergé dans un contexte international déjà sensible au problème de la déforestation, de l'érosion et de la destruction de la biodiversité. Pays parmi les plus pauvres dans le monde, Madagascar abrite une diversité biologique considérée comme exceptionnelle. C'est un pays dit de mégabiodiversité. La REDD+ vise à offrir des incitatifs aux pays en développement pour réduire les émissions dans ce secteur et ainsi contribuer à un développement économique durable et sobre en carbone. REDD + va au-delà de la déforestation et de la dégradation des forêts, et comprend le rôle de la conservation, de la gestion durable des forêts et du renforcement des stocks de carbone forestier.

Le secteur forestier a un rôle primordial à jouer pour freiner le changement climatique au travers du REDD+.

Forum national sur le foncier

Les Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers repose sur des mécanismes et des processus qui permettent d'articuler les intérêts des citoyens, de tempérer leurs différences et de veiller à l'exercice de leurs droits et de leurs devoirs à l'égard des ressources naturelles, dans une équité responsable.

Dans un contexte mondial marqué par des changements et des défis globaux, la pression sur les ressources naturelles s'intensifie à un rythme exponentiel. La gouvernance foncière influence la façon dont nous utilisons et mettons en valeur les ressources naturelles, nos ressources les plus précieuses : la terre, les forêts, les pêches et les eaux.

Madagascar dans le processus d'adaptation et de contextualisation de sa politique foncière

Un forum national dirigé par le Ministère d'Etat chargé des projets présidentiels, de l'aménagement du territoire et de l'équipement a regroupé les acteurs du foncier pour la Consolidation de la politique foncière du 17 au 19 février 2015.

Les questions foncières font parties des activités prioritaires de la FAO dans ses efforts globaux de lutte contre la faim et la pauvreté. En se mettant au service du pays, la FAO a offert un forum neutre de coopération, où les acteurs clés se réunissent, sur une base égalitaire, pour débattre des politiques. La FAO est une source importante de connaissances et d'informations. Elle aide les pays à se moderniser et à améliorer les pratiques agricoles, forestières et halieutiques pour garantir une bonne nutrition pour tous. La FAO rentre dans une nouvelle phase de diffusion des Directives en les amenant au niveau national : www.fao.org/nr/tenure/fr

Les succès du TCP/MAG/3401

A la suite des dégâts causés par le passage du cyclone Giovanna en 2012, le projet a été conçu comme un projet pilote visant à résorber l'insécurité alimentaire qui s'est installée dans les districts les plus touchés, dont notamment Moramanga, de Brickaville et de Vatohandry.

Suite à la requête du gouvernement, la FAO a apporté son appui, par la mise à disposition des moyens financiers et son expertise technique dans la mise en œuvre du projet qui s'est achevé en janvier 2015. C'est un projet qui diffère des autres projets d'urgence conventionnels dans la mesure où il n'apporte pas des réponses immédiates face aux dégâts mais développe un processus qui permet à la communauté et aux concernés de s'approprier des comportements et des stratégies de Réduction des Risques de Catastrophes ou RRC (le renforcement des capacités des personnes ressources locales; l'introduction des innovations techniques et des nouvelles espèces pour la diversification et la mise à disposition des ressources alimentaires tout au long de l'année, par l'intensification durable des productions horticoles et fruitières).

La dimension « genre » priorisée

Des associations féminines ont participé activement dans la mise en place des « sites modèles » illustrant les différents paquets techniques vulgarisés et dans l'adoption des bonnes pratiques culturelles du projet : plus de 52 pour cent des producteurs adoptants sont des femmes.

L'approche a renforcé l'organisation interne des groupements des producteurs dans le cadre d'une démarche d'autopromotion et d'auto-développement.

Tout en étant un outil pédagogique, des jardins scolaires ont servi de point d'échanges et de diffusion des bonnes pratiques vers les communautés productrices environnantes. De plus, les productions facilitent l'accès des élèves à une alimentation plus variée et plus saine.



L'initiative SmartFish raies et requins pélagiques à Maurice et aux Seychelles

par F. WALLEMACQ

Il est régulièrement souligné dans les forums et instruments internationaux l'importance de la récolte des données sur les espèces capturées ou impactées par la pêche en tant que cible, capture accessoire ou prise accidentelle. Afin de rendre les pêcheries pélagiques de l'océan Indien plus durable, face aux nouvelles législations et mesures internationales (CITES, IOTC), face à la pression internationale et médiatique pour la conservation des espèces, et suite également à la demande des pays de la région du sud-ouest de l'Océan indien, SmartFish a développé l'initiative raies et requins.

L'initiative comprend deux composantes. Dans un premier temps, un guide professionnel et pratique pour l'identification des raies et requins pélagiques dans le sud-ouest de l'océan Indien a été développé. Le guide est destiné à être utilisé à bord des navires ou dans les ports et a vocation à devenir un outil pratique pour un large spectre d'utilisateurs des secteurs privé et public (agent des pêches, chercheurs, professionnels de la pêche, observateurs, inspecteurs des pêches, etc.).

La seconde partie de l'initiative consiste à faciliter l'accès à l'utilisation du guide. Une formation a été conçue et dispensée par un expert taxonomiste reconnu des raies et requins. Cet atelier (mi théorique, mi pratique) a permis aux participants des Seychelles et de Maurice de s'entraîner à l'utilisation du guide, de se familiariser avec les clés d'identification des requins et des raies pélagiques, de pratiquer la collecte d'échantillons et de données biologiques et d'être au fait des dernières réglementations CITES et IOTC.

Dans le courant du second trimestre de l'année, une formation similaire sera organisée pour l'Union des Comores et Madagascar.

Aux Seychelles, les requins sont victimes d'une surexploitation et d'un effondrement de leur population dans les écosystèmes côtiers.

Dû à leurs caractéristiques vitales: croissance lente, maturation sexuelle tardive, faible fécondité et long cycle reproductif; les requins sont parmi les espèces les moins résilientes à la surexploitation. Le rôle de ces créatures énigmatiques, partie intégrante d'un écosystème, est souvent mal compris. Ces prédateurs jouent pourtant un rôle important dans le maintien de la structure et des fonctions des écosystèmes marins. Un déclin important de leur population affecterait sérieusement l'équilibre de ces écosystèmes.

Comment mesurer les différentes parties du requin



Photos (c) SMARTFISH

La FAO en force aux Comores

par Y. RASOARIMANANA

Du 09 au 23 mars 2015, une présence marquée de la FAO a redynamisé le secteur du développement Agricole aux Comores. Les Assistants Représentants (AFAOR) respectivement chargés :

**- de Programme, Madame Yannick Rasoarimanana
- des Opérations, Monsieur Louis Muhigirwa
- de l'Administration, Monsieur Rand Raharijaona
accompagnés des fonctionnaires et experts internationaux de la FAO sont venus en force pour le suivi des projets en cours, le lancement des nouveaux projets de coopération technique et la préparation des nouveaux projets que les Comores sont en droit d'attendre pour ce biennium 2014-2015.**

Le 11 mars 2015 toute la délégation a été reçue par Son Excellence M. Abdou NASSUR, Ministre de la Production, de l'Environnement, de l'Energie, de l'Industrie et de l'Artisanat dans son bureau au CEFADER, entouré de son Secrétaire Général M. Naid Youssouf, de son Directeur de Cabinet et de plusieurs Directeurs techniques.

Pour le **projet d'Intensification, de Diversification et de Valorisation des produits Agricoles de Mohéli**, les trois AFAOR et le Fonctionnaire technique de la Division AGPS M. Djibril Drame ont été accompagnés d'un consultant national en capitalisation des bonnes pratiques M. Vhosi Thembo.

Pour le **projet Stratégie de renforcement du système sanitaire et phytosanitaire en Union des Comores /SPS PNUD_FAO**, les fonctionnaires des divisions de LEGN, M. Lalaina Ravelomanantsoa et de IPPC, M. Sosa Orlando et Mme Sarah Brunel ainsi que la Chargée des Analyses économiques et de la Communication du PNUD aux Comores Mme Mirhame Mitshangam, ont été accompagnés par la consultante internationale Mme Lalaina Rakotoson et du Coordonnateur National du projet M. Ediamine Bedjaz.

Pour le **projet d'Appui pour la préparation du Recensement Général de l'Agriculture et de l'Elevage (RGAE) des Comores et la mise en place d'un Système Permanent Intégré de Statistiques Agricoles (SPISA) et d'un TCP pour l'assistance à la préparation des RGAE**, les fonctionnaires techniques de la division ESS de Rome: M. Elói Ouédraogo et de RAF M. Paul Ngomakimbatsa sont accompagnés du consultant international Thimothée Ayissi.

Pour le **projet de Renforcement du système national de contrôle de la sécurité sanitaire des aliments et des Capacités du Comité National du Codex Alimentarius**, le Coordonnateur National du projet M. Gamao Ali Ahmed est accompagné d'un consultant national en sécurité sanitaire des aliments le Dr Hamza.

Pour le **projet d'appui au développement de la filière avicole**, le consultant international M. Gérard Madodo vient juste de prendre sa fonction. Sans oublier la Correspondante Nationale de la FAO en Union des Comores en la personne de Mme Mariame Anthoy Ben Bacar qui n'est autre que la Directrice Nationale des Stratégies Agricoles et de l'Elevage au sein du Ministère MPEEIA.

Un nouveau TCPf sur l'**Appui au développement d'un système approprié d'Agroforesterie** a été présenté au Ministre.

Les enfants à la conquête de l'or bleu



Retrouvez les dernières publications de SmartFish:
<http://commissionoceanindien.org/fileadmin/projets/smartfish/FAO>

SmartFish travaille principalement au renforcement des capacités des pêcheurs et des professionnels de la pêche. Conscient de l'importance d'également inviter les affaires maritimes dans les systèmes éducatifs et dans les écoles pour participer à la construction d'une plateforme de connaissances, SmartFish a développé un guide pédagogique extra-curriculum pour les professeurs du sud-ouest de l'océan Indien.

L'objectif de cette activité pilote est de sensibiliser les professeurs et structures éducatives (Ministères, établissements, etc.) à l'éducation à l'environnement marin, la protection des écosystèmes marins, la pêche durable et les filières économiques.

L'objectif de cette activité régionale est de voir le guide utilisé en classe, particulièrement dans les zones côtières, et de susciter une réflexion pour qu'une place soit accordée dans le futur à l'éducation à l'environnement marin dans les programmes scolaires des pays bénéficiaires.

Des ateliers de présentation du guide se sont déroulés du 9 au 13 février 2015 à Rodrigues et aux Comores. Près de 200 professeurs et professionnels de l'éducation ont bénéficié de cette initiative.



Photos (c) FAO / Y. RASOARIMANANA

Le PNUD et la FAO: main dans la main pour le bien être des populations

La collaboration entre le PNUD et la FAO, des agences soeurs du Système des Nations Unies, revêt de dynamisme et ce n'est qu'un début. Un projet portant sur les « Moyens de Subsistance Durable et Lutte contre la Pauvreté » financé par le PNUD a été mis en oeuvre par la FAO _ un aperçu des résultats à travers des interviews auprès des bénéficiaires du Sud-Ouest de Madagascar :

Interview de Rasoanirina Françoise, 55 ans, mariée, cinq enfants, Andranomena Sud Commune rurale Bemanonga, Région Atsimo Andrefana

« Nous pensons vendre sur le marché de Morondava et sur Antsirabe »

(Propos recueillis par Doda Andrianantenaina)

« Mon mari et moi cultivons la terre. Nous cultivons du riz, du manioc, de l'arachide et des légumes. »

Nous avons reçu une formation sur la culture maraichère. Les techniciens de la FAO nous ont appris à cultiver les courgettes. C'étaient de nouvelles techniques assez différentes de ce que nous avions l'habitude de pratiquer. Déjà, on n'utilise que très peu de semence. Il y avait aussi des informations sur la manière d'exploiter au maximum la surface cultivée et des astuces pour protéger la récolte. Et enfin, ils nous ont appris comment bien utiliser les engrais.



Photo (c) FAO / D. ANDRIANANTENAINA

A une certaine période de l'année, nous sommes toujours contraints de vendre notre riz pour subvenir aux dépenses quotidiennes de la famille. A termes, notre objectif est de vendre ces légumes à la place du riz afin de nous éviter d'acheter du riz à un prix élevé par la suite. Nous pensons vendre sur le marché de Morondava et éventuellement sur Antsirabe. En hiver, les légumes d'Antsirabe sont de très mauvaise qualité à cause du climat froid qui est assez rude contrairement au notre. Les légumes de Morondava sont également de meilleure qualité car est encore cultivé avec des engrais naturel.»

L'arachide apporte une nouvelle vie Marofandilia

Pour comprendre ce que les habitants ont ressenti, il faut d'abord comprendre les spécificités de cette région. C'est une des localités les plus chaudes de tout Madagascar. Cela a évidemment des contraintes notamment sur l'agriculture. Il y a très peu de produits qui résistent à l'extrême rudesse du climat. D'où l'importance de l'agriculture dans la vie quotidienne et surtout de l'importance des rares produits agricoles qui y subsistent dont l'arachide. C'est l'un des principaux produits de culture de la localité.

« Presque tout le monde cultive l'arachide et presque tout le monde a le même problème : le vieillissement de la race de l'arachide et l'enclavement de la région », explique Fagnanara dit Perali, président du Comité local de développement Fokontany Marofandilia, Commune Bemanonga. « La production est en baisse chaque année et les collecteurs qui viennent jusqu'ici imposent leur prix aux dépens des agriculteurs », continue-t-il.

Le FAO a apporté de nouvelles techniques de cultures, de nouvelles semences ainsi que des matériels agricoles. Grâce à ce projet, l'arachide a une deuxième vie et avec elle toute la Commune reprend espoir. « Déjà les nouvelles semences sont d'une qualité exceptionnelle et sont très résistantes », confie le président du CLD (Comité local de développement) de Marofandilia. « Après la technique permettrait de réduire la semence à utiliser mais assurerait aussi une production nettement plus importante », fait-il savoir avec optimisme.

Le problème du monopole des collecteurs et l'enclavement de la région sont plus ou moins liés dans la mesure où l'un est dépendant de l'autre. « Mais nous avons déjà des solutions sur ce point et nous aimerions que les techniciens du FAO nous aide la dessus », avoue Fagnanara en expliquant que dans les mois à venir, la région aura assurément de l'arachide de meilleure qualité et d'une quantité bien au delà de la capacité de production actuelle. « Donc pourquoi ne pas faire appel à de nouveaux collecteurs », conclut-il.

Ateliers de réflexion sur la « Révision de la politique forestière et élaboration du Code forestier » à Madagascar

Madagascar se trouve actuellement sur le point nommé de la révision de sa politique forestière qui a été conçu en 1997 selon la loi 97-017. Sur le plan technique, la « politique » doit être révisée tous les 10 à 20 ans. Plusieurs événements marquants ont apporté des changements sur les plans technique, institutionnelle et réglementaire de la gestion forestière entre autre : la ratification de plusieurs conventions internationales auxquelles le pays a pris part, l'adoption des nouvelles lois sur la décentralisation, charte de nationale de l'environnement, etc.

Des ateliers régionaux de réflexion et de consultation des acteurs clés sont tenus, en partenariat avec la GIZ, dans les 6 chefs lieux des anciennes provinces de Madagascar. La province de Toamasina a été la première à recevoir l'événement le 12 février 2015, suivi de Fianarantsoa les 04 et 05 mars 2015, les autres provinces sont programmées pour le second trimestre 2015.



Photo (c) FAO / N. FRANIK

La démarche adoptée par le FAO en collaboration avec la Ministère en charge des Forêts et les autres partenaires du secteur forestier, privilégie « l'implication et la concertation de tous les acteurs de la gestion forestière ». Dans ce sens, plusieurs ateliers régionaux ou inter régionaux seront organisés au moins au niveau des six ex provinces de Madagascar.

Ce processus comprend trois phases :

- phase de diagnostic de la problématique forestière;
- phase de fixation des objectifs;
- phase d'identification de la stratégie nationale de mise en oeuvre de la politique forestière.

Politique sectorielle agriculture, élevage, pêche (PSAEP) en gestation

Depuis mi-mars des travaux d'orientation pour la rédaction de documents relatifs à la Lettre de politique sectorielle et les lettres de politique sous sectorielle (agriculture, élevage et pêche). Ces travaux ont pour but de déterminer la structure programmatique du PSAEP, en vue d'établir le Document Programme sectoriel avec Cadre de Résultats (PSAEP) et le plan national d'investissement pour ces secteurs (PNIAEP). Une équipe de rédacteurs a été désignée par les trois ministères concernés - Agriculture, Elevage, Ressources halieutiques et pêche. La politique sectorielle est prévue pour couvrir une période de 10 ans, et tous les acteurs sont invités à s'impliquer dans son élaboration.



« Sécurité sanitaire des aliments » une sensibilisation menée avec l'OMS dans le cadre de la Journée Mondiale de la Santé

Avec l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) alerte les pays en cas d'urgence relative à la sécurité sanitaire des aliments à travers un réseau d'information international.

Cinq clefs pour des aliments plus sûrs (OMS) :

- Clef 1: Prenez l'habitude de la propreté
- Clef 2: Séparez les aliments crus des aliments cuits
- Clef 3: Faites bien cuire les aliments
- Clef 4: Maintenez les aliments à bonne température
- Clef 5: Utilisez de l'eau et des produits sûrs

La Journée mondiale de la Santé 2015, qui sera célébrée le 17 avril à l'Hôtel de Ville Analakely Antananarivo, est l'occasion de sensibiliser les personnes travaillant dans différents secteurs gouvernementaux, les agriculteurs, les producteurs, les détaillants, les personnels de santé – et les consommateurs – à l'importance de la sécurité sanitaire des aliments, et au rôle que chacun peut jouer pour que nul ne puisse douter de la sécurité des aliments qu'il met dans son assiette. Une grande conférence - débat sur le thème de la journée est prévue pour la matinée du 17 avril 2015.

La retraite en janvier : un bon départ pour la nouvelle année

Photo (c) FAO / V. RAHARINAIVO



Une nouvelle année, un nouveau souffle, une équipe plus solide ! Telles ont été les motivations de la retraite du staff de la FAO des quatre îles couverts par le Bureau de la Représentation à Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles. Une retraite qui s'est tenue au Green Club Vontovorona Antananarivo, les 15 et 16 janvier 2015.

Depuis l'année 2011, l'équipe des quatre îles couvertes par la Représentation ne s'est plus retrouvée au complet dans le cadre d'une retraite. Cette année 2015, M. Patrice TALLA, le Représentant a voulu remettre au goût du jour le « team building » dans sa volonté à redynamiser l'équipe pour booster la performance du Bureau et de chacun. Deux jours de regroupement ont alors été consacrés à la planification du travail pour l'année et celles à venir dans le cadre des documents Cadres de Programmation Pays. Cette initiative a porté ses fruits si l'on se réfère aux appréciations. « Une retraite riche en échanges... une expérience à renouveler... des discussions importantes... mieux communiquer... développer une meilleure stratégie de planification, de suivi-évaluation... toujours allez de l'avant... ensemble... » ... les mots clés utilisés par l'équipe à l'issue de cette retraite.

Les bonnes résolutions de l'équipe



- s'approprier les Cadres de Programmation Pays (CPP)
- améliorer les planifications de travail pour un meilleur suivi-évaluation
- développer une « culture de communication »



Programme de réponse à l'invasion acridienne

AFRAS Hossain
DESSALLES Jean-Marie
EL GUENNOUNI Badreddine
CONSTANT Cathérine
KAYALTO Mathias
LAGNAOUI Saïd
MARRONI Annalisa

Projet TCP/COI/3502 – Baby 2 – « Appui technique et organisationnel de la filière avicole aux Comores »

MADODO Gérard
Projet COI/014/001/01/99 « Stratégie de renforcement du Système sanitaire et Phytosanitaire » - Comores

BRUNEL Sarah
SOSA Orlando
RAVELOMANANTSOA Lalaina
RAKOTOSON Lalaina
KAHONDOGORO Hassim

Projet TCP/facility - Composante « Appui pour la préparation de Recensement Général de l'Agriculture et de l'Elevage (RGAE) des Comores et la mise en place d'un Système Permanent Intégré de Statistiques Agricoles (SPISA) et d'un TCP pour l'assistance à la préparation des RGAE » - Comores

OUEDRAOGO Eloi
AYISS Timothée
NGOMAKIMBATSA Paul
Projet UTF/COI/003/COI PIDVPA « Intensification, de diversification, de valorisation des produits agricoles »
DJIBRIL Drame
DJAGOU DI Moussa

Projet TCP/MAG/3401 - "Appui à l'intensification durable des productions agricoles et horticoles dans les zones affectées par le cyclone Giovanna (Districts de Moramanga, Brickaville et Vatmandry)

BAUDOIN Wilfried
Processus d'élaboration du Programme Sectoriel Agriculture, Elevage et Pêche (PSAEP/PNIAEP) - Baby 2 TCP/MAG/3502
RISOPOULOS Jean

Forum National pour la consolidation de la Politique Foncière Malgache et la réflexion sur l'apport des Directives Volontaires pour une Gouvernance Responsable des Régimes Foncières

DURAND Jean Marie
BRES Aurelie
Programme Croissance Agricole et de la Sécurisation Foncière à Madagascar, en étroite collaboration avec l'étude conduite par la Banque Mondiale « Agriculture et Développement Rural »
ONIBON Alain
HUBERT Lisa
HOFS Peter

Lancement - ASTF« Strengthening controls of foods safety threats, plant and animal pests and diseases for agricultural productivity and trade in southern Africa »

MULILA MITTI Joyce
TANYONGANA Ronia
GARRIDO GAMARRO Esther
CHINEMBIRI Frank
LOVEMORE Sorofa
MAPOSA Ndabezihle
Croissance Bleue et Préparation d'un Projet GEF
POULAIN Florence
BOISROBERT Cédric

Près d'un quart des dégâts causés par les catastrophes naturelles dans le monde en développement sont assumés par le secteur agricole – une part plus importante que prévue – selon les premiers résultats d'une nouvelle étude de la FAO parue ce mois à la Conférence mondiale des Nations Unies sur la réduction des risques de catastrophes : « Les impacts des risques et catastrophes naturelles sur l'agriculture et la sécurité alimentaire et nutritionnelle » (<http://www.fao.org/3/a-i4434e.pdf>).

A Madagascar, depuis le début 2015, presque tous les types de catastrophes sont réunis sur le territoire national :

- L'invasion acridienne menaçant la sécurité alimentaire de 13 millions de personnes : le Sud du pays est une aire grégarienne (des ensembles fonctionnels géographiquement définis inclus dans l'aire d'habitat permanent de l'espèce).
- Les cyclone et tempête tropicale pouvant toucher directement 720 000 personnes: Madagascar est le premier pays le plus exposé aux cyclones en Afrique.
- Les inondations dues aux pluies diluviennes et précipitations consécutives au passage des cyclones en général.
- La sécheresse: les régions du grand sud sont des zones arides. Une sécheresse prolongée peut entraîner une insécurité alimentaire sévère et une crise nutritionnelle chez les enfants de moins de 5 ans.



Retrouvez les **informations et analyses techniques** sur notre bulletin **SISAV** (Système d'Information sur la Sécurité Alimentaire et la Vulnérabilité.)

Pour vous abonner, envoyez-nous votre **adresse e-mail** à **FAO-MG@fao.org** sous le libellé : **ABONNEMENT SISAV**

Une évaluation sur terrain a été menée par la FAO en collaboration avec les acteurs du développement rural dont les membres du Cluster Sécurité Alimentaire et Moyens de Subsistance (SAMS) coordonné par la FAO. Ces informations seront disponibles sur le prochain numéro du bulletin SISAV.

Nourrir l'intellect - lectures intéressantes ;)

La filière alimentaire humaine se trouve sous la menace continue d'une augmentation alarmante du nombre de foyers de maladies animales, de maladies des végétaux et de ravageurs (notamment les ravageurs et les maladies aquatiques et forestiers), ainsi que d'événements liés à la sûreté alimentaire.

Le Cadre de gestion des crises pour la filière alimentaire - Système de prévention des crises (FCC-EMPRES) est une approche multidisciplinaire de l'Organisation qui intègre la prévention, l'alerte rapide, la préparation et la réponse aux urgences de la filière alimentaire. À travers l'approche FCC-EMPRES, la FAO soutient les pays membres et participe à l'amélioration de la collaboration institutionnelle dans la gouvernance mondiale concernant les menaces transfrontières à la filière alimentaire à tous les stades de la production à la consommation.

Poursuivez cette lecture sur :
www.fao.org/food-chain/fr/

D'autres publications sont disponibles sur :
<http://www.fao.org/publication/fr/>

«Fiat Panis» : qu'il y ait du pain (pour tous)



Pour vos suggestions d'amélioration et/ou contributions,

Écrivez-nous au FAO-MG@fao.org

ou

Renvoyer-nous ce coupon avec les informations qui vous concernent à l'adresse suivante :

159, Route circulaire Ankorahotra, 101
Antananarivo, Madagascar

NOM / INSTITUTION :

ADRESSE :

E-MAIL :

TELEPHONE :

Bien manger - cuisiner soi-même ?



Salade de riz exotique

Ingrédients

200 g de riz

200 g de crevettes décortiquées

100 g de cœurs de palmier

1 poivron rouge

un bouquet de persil

3 c. à soupe d'huile d'olive

1 c. à soupe de vinaigre

sel, poivre

Valeur calorique pour 1 personne : 214 kcal.

Préparation

Faites cuire le riz dans une casserole d'eau bouillante, le temps indiqué sur le paquet.

Pendant ce temps faites revenir les crevettes dans une poêle avec 1 c. à soupe d'huile d'olive pendant 5 min.

Coupez les cœurs de palmiers en grosses lamelles. Épépinez le poivron rouge puis coupez-le en petits dés.

Égouttez le riz et laissez-le refroidir. Dans un saladier, mélangez le riz, les crevettes, les cœurs de palmier et le poivron rouge en dés. Ciselez le persil et parsemez.

Préparez la vinaigrette avec l'huile restant, le vinaigre, du sel et du poivre. Versez sur la salade et mélangez.

Servez à température ambiante.

Retrouvez cette recette sur : <http://www.cuisineaz.com>



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture